ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 janvier 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au passage des officiers du cadre de complément dans le cadre des officiers de carrière", a donné le 24 janvier 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e januari 1972 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de overgang van de officieren van het aanvullingskader naar het kader van de beroepsofficieren", heeft de 24e januari 1972 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Plutôt que d'employer les termes peu adéquats de "passage .... dans le cadre", il est proposé de rédiger l'intitulé en s'inspirant de la terminologie de la loi du 14 juillet 1951 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 10 juin 1970, et d'écrire :

"Arrêté royal relatif à l'accès des officiers du cadre de complément au cadre des officiers de carrière".

*

La même observation vaut pour le texte du projet.

*

* *

Article 1er.

Aux termes de l'article 11, 2°, de la loi du 14 juillet 1951 tel qu'il a été modifié par la loi du 10 juin 1970, l'officier du cadre de complément qui désire accéder au cadre des officiers de carrière, doit avoir satisfait aux épreuves imposées aux candidats officiers de carrière par la voie du cadre en vue de leur accession au grade de sous-lieutenant.

Selon le voeu de la loi du 10 juin 1970, les épreuves imposées aux officiers du cadre de complément doivent donc être identiques aux épreuves imposées aux candidats officiers de carrière par la voie du cadre.

Les épreuves imposées aux candidats officiers de carrière par la voie du cadre en vue de leur accession au grade de sous-lieutenant sont déterminées par l'arrêté royal du 17 décembre 1963.

.../...

Il ne s'impose donc pas de régler la matière des épreuves fixées pour les officiers de complément, candidats officiers de carrière, par un nouvel arrêté qui ne peut être que la répétition des dispositions de l'arrêté royal du 17 décembre 1963.

Comme, toutefois, les mentions de ces épreuves sont réparties dans diverses dispositions dudit arrêté royal, il a paru plus efficace au Gouvernement d'énumérer, en un arrêté séparé à l'usage des officiers de complément, les dispositions de l'arrêté royal du 17 décembre 1963 qui prévoient les épreuves terminant un cycle de formation.

Le Conseil d'Etat attire, cependant, l'attention du Gouvernement sur les dangers que comporte cette méthode de réglementer la même matière de manière identique dans deux arrêtés distincts, plus spécialement eu égard à la nécessité de modifier l'arrêté en projet chaque fois que sera modifiée une des dispositions de l'arrêté royal du 17 décembre 1963 relatives aux épreuves imposées aux candidats officiers de carrière par la voie du cadre.

*

Au 3°, pour respecter la conformité avec l'arrêté royal du 17 décembre 1963, il convient d'écrire :

"pour les officiers de pont de la force navale, les épreuves portant sur les cours de la deuxième année de l'Ecole supérieure de navigation ....".

*

* *

.../...

Article 2.

Le § 1er de cet article contient certaines appellations et références inexactes.

Au 1°, il est question d'un diplôme ou certificat d'études délivré après au moins deux années d'études par "une école annexée à l'université".

Le Conseil d'Etat observe que certaines écoles annexées à une université ne sont pas habilitées à délivrer un diplôme ou un certificat d'études supérieures de niveau universitaire (tel est le cas, notamment, pour les écoles d'interprètes annexées à l'Université de Mons et au Centre universitaire d'Anvers).

La même disposition se réfère aux diplômes ou certificats délivrés par le jury central pour la collation des grades académiques. Cette institution, prévue par l'article 40 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, a été remplacée par les jurys d'Etat de l'enseignement universitaire institués par la loi du 5 mai 1970.

Il paraît, d'autre part, superflu de viser les diplômes ou certificats délivrés par le jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales, puisque ledit diplôme ne peut être délivré qu'aux porteurs du diplôme de licencié en sciences commerciales et que ces derniers sont déjà dispensés, par l'arrêté en projet, des épreuves citées à l'article 1er.

.../...

Est également incorrecte, la référence aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires faite au 3° de l'article 2 en projet, puisque l'article 56 desdites lois coordonnées qui réglait la matière de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers a été abrogé par la loi du 19 mars 1971.

La référence figurant au 3° de l'article 2 doit donc être énoncée comme suit :

"conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers".

Le Conseil d'Etat observe que, si le projet envisage l'équivalence des diplômes et certificats étrangers de niveau universitaire, il ne dit rien de l'équivalence des diplômes et certificats étrangers délivrés après des études supérieures non universitaires, alors que certaines études techniques supérieures non universitaires effectuées en Belgique, telles que les études de licencié en sciences commerciales ou d'ingénieur technicien, bénéficient, aux termes de l'arrêté en projet, de la dispense des épreuves.

Le Conseil d'Etat observe, enfin, quant au § 1er, dernier alinéa, de l'article 2 en projet, qu'aux termes de l'article 11, 4°, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1951 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 10 juin 1970, c'est au Roi qu'il incombe de déterminer les diplômes ou certificats d'études supérieures dont les porteurs sont exemptés de certaines épreuves imposées en vue de l'accès des officiers de complément au cadre des officiers de carrière. Il ne peut donc appartenir au Ministre de la Défense nationale de fixer une

.../...

équivalence avec des diplômes ou certificats qui permettent à ceux qui en sont porteurs d'être dispensés des épreuves d'accès au cadre des officiers de carrière, et la disposition finale du 3° doit, en conséquence, être omise.

*

* *

Article 3.

Cet article dispose, notamment, que les parties d'épreuves peuvent être chacune présentées deux fois au maximum.

Cependant, aux termes de l'article 29, § 1er, de l'arrêté du 17 décembre 1963, les candidats ne peuvent se présenter une seconde fois qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale.

Quant à la subdivision des épreuves en deux ou trois parties, elle ne sera autorisée que dans la mesure où la chose a été réalisée de cette manière pour les épreuves imposées aux candidats officiers de carrière par la voie du cadre.

Comme d'autre part, l'article 28 de l'arrêté du 17 décembre 1963 permet au Ministre de régler les modalités des épreuves, et que l'article 4 du projet dispose que le programme, les modalités et l'organisation des épreuves sont les mêmes que ceux qui sont fixés en application de l'article 28 de l'arrêté royal du 17 décembre 1963, l'article 3 du projet ne peut que créer la confusion et faire croire, à tort, à l'existence d'une règle différente pour les candidats issus du cadre de complément.

Il est donc préférable d'omettre l'article 3 du projet.

.../...

Opschrift.

In plaats van in de Franse tekst te werken met de weinig geschikte termen "passage ..i dans le cadre", kan voor het opschrift beter worden uitgegaan van de terminologie van de wet van 14 juli 1951 zoals ze gewijzigd is bij de wet van 10 juni 1970. Voorgesteld wordt :

"Arrêté royal relatif à l'accès des officiers du cadre de complément au cadre des officiers de carrière".

*

Dezelfde opmerking geldt voor de tekst van het ontwerp.

*

* *

Artikel 1.

Luidens artikel 11, 2°, van de wet van 14 juli 1951, zoals het gewijzigd is bij de wet van 10 juni 1970, moet de officier van het aanvullingskader die naar het kader van de beroepsofficieren wil overgaan, geslaagd zijn voor de examens die voor de kandidaat-beroepsofficieren langs het kader zijn voorgeschreven met het oog op hun bevordering tot de graad van onderluitenant.

De wet van 10 juni 1970 eist dus dat officieren van het aanvullingskader dezelfde examens afleggen als kandidaat-beroepsofficieren langs het kader.

De examens die voor kandidaat-beroepsofficieren langs het kader zijn voorgeschreven met het oog op hun bevordering tot de graad van onderluitenant zijn bepaald in het koninklijk besluit van 17 december 1963.

.../...

Het is dus niet onmisbaar voor de examens die zijn voorgeschreven voor officieren van het aanvullingskader kandidaat-beroepsofficieren, een nieuw besluit uit te vaardigen dat slechts een herhaling kan zijn van het bepaalde in het koninklijk besluit van 17 december 1963.

De voorzieningen met betrekking tot die examens liggen echter verspreid over verscheidene bepalingen van meergenoemd koninklijk besluit . Daarom acht de Regering het meer doeltreffend de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 december 1963 betreffende de examens die een opleidingscyclus afsluiten, samen te brengen in een afzonderlijk besluit ten behoeve van de officieren van het aanvullingskader.

De Raad van State moge echter de aandacht van de Regering vestigen op de gevaren van die werkwijze die erin bestaat dezelfde aangelegenheid op gelijke wijze te regelen in twee afzonderlijke besluiten, vooral dan omdat het ontworpen besluit zal moeten worden gewijzigd telkens als er wijziging komt in een van de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 december 1963 die betrekking hebben op de examens voor kandidaat-beroepsofficieren langs het kader.

*

Ter wille van de overeenstemming met het koninklijk besluit van 17 december 1963 dient de tekst onder 3° als volgt te worden gelezen :
"voor de dekofficieren van de zeemacht, de examens over de cursussen van het tweede jaar van de Hogere Zeevaartschool...".

*
* *

.../...

Artikel 2.

In § 1 van dit artikel staan een aantal onjuiste benamingen en verwijzingen.

In de tekst onder 1° is sprake van een diploma of getuigschrift na ten minste twee jaar studie afgegeven door "een aan de universiteit verbonden school".

Op te merken valt dat sommige aan een universiteit verbonden scholen niet gemachtigd zijn om een diploma of een getuigschrift van hogere studiën van universitair niveau af te geven (dat is onder meer het geval met de tolkenscholen bij de Universiteit van Bergen en bij het Universitair Centrum Antwerpen).

Dezelfde bepaling verwijst naar de diploma's of getuigschriften afgegeven door de centrale examencommissie voor het toekennen van de academische graden. Deze instelling, welke bedoeld is in artikel 40 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, is vervangen door de examencommissies van de Staat voor het universitair onderwijs, ingesteld door de wet van 5 mei 1970.

Ook lijkt het overbodig te verwijzen naar de diploma's of getuigschriften afgegeven door de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen, want dat diploma kan alleen worden afgegeven aan houders van het diploma van licentiaat in de handelswetenschappen die door het ontwerp-besluit reeds vrijgesteld zijn van de in artikel 1 genoemde examens.

.../...

Verkeerd is ook de verwijzing naar de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens onder 3° van artikel 2 van het ontwerp, want artikel 56 van die gecoördineerde wetten dat de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften regelde, is opgeheven door de wet van 19 maart 1971.

De verwijzing onder 3° van artikel 2 moet derhalve als volgt worden gesteld :

"overeenkomstig het bepaalde in de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften".

De Raad wijst erop dat het ontwerp wel handelt over de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften van universitair niveau, maar niet over die van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften die worden afgegeven na afloop van niet-universitaire hogere studiën, ofschoon sommige in België gedane niet-universitaire hogere technische studiën, met name van licentiaat in de handelswetenschappen of van technisch ingenieur, luidens het ontwerp-besluit in aanmerking komen voor vrijstelling van de examens.

Ten slotte moge met betrekking tot § 1, laatste lid, van artikel 2 van het ontwerp worden opgemerkt dat luidens artikel 11, 4°, tweede lid, van de wet van 14 juli 1951, zoals ze gewijzigd is bij de wet van 10 juni 1970, de Koning belast is met het bepalen van de diploma's of getuigschriften van hogere studiën waarvan de houders vrijgesteld zijn van sommige examens die voorgeschreven zijn met het oog op de overgang van officieren van het aanvullingskader naar het kader van de beroepsofficieren. Het kan dus geen zaak van de Minister van Landsverdediging zijn een gelijkwaardigheid vast te stellen

.../...

met diploma's of getuigschriften waarvan de houders kunnen worden vrijgesteld van de examens voor overgang naar het kader van de beroepsofficieren. De slotbepaling onder 3° moet dan ook vervallen.

*
* *

Artikel 3.

Dit artikel bepaalt onder meer dat men zich voor elk examengedeelte ten hoogste tweemaal kan aanmelden.

Artikel 29, § 1, van het besluit van 17 december 1963 bepaalt echter dat de kandidaten zich alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging een tweede maal mogen aanmelden.

Splitsing van de examens in twee of drie gedeelten zal maar worden toegestaan in de mate waarin dit zó geregeld is voor de examens die moeten worden afgelegd door kandidaat-beroepsofficieren langs het kader.

Aangezien anderzijds artikel 28 van het besluit van 17 december 1963 de Minister machtigt om de "inrichtingsmodaliteiten" van de examens te regelen, en artikel 4 van het ontwerp bepaalt dat het programma en "de inrichtingsmodaliteiten van de examens dezelfde zijn als deze vastgesteld bij toepassing van artikel 28 van het koninklijk besluit van 17 december 1963", kan artikel 3 van het ontwerp alleen maar verwarring stichten en de verkeerde indruk wekken dat een andere regel geldt voor kandidaten die uit het aanvullingskader komen.

Artikel 3 van het ontwerp kan dan ook beter vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.